

# Recette salée pour les gâteaux de l'Aïd

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4499 - Dimanche 10 juin 2018 - Prix : 10 DA

Taxes commerciales/Russie

## Les Européens en front uni face à Trump au G7

Page 24

Un phénomène qui perdure malgré la cherté de la vie

## Les Algériens achètent trop et gaspillent trop

Page 3

Exclusif

Entretien avec Mohamed Arkab, P-DG de Sonelgaz

# «Nos créances envers les entreprises assainies d'ici fin juin»

Dans cette interview accordée au «Jour d'Algérie», Mohamed Arkab, P-DG de la Sonelgaz, revient en toute transparence sur de nombreux aspects relatifs au développement de son groupe. Avec un franc-parler, il explique comment donner le cap à son groupe vers une entreprise économique équilibrée en sortant de l'état de la consommation vers des investissements à valeur ajoutée, à travers l'orientation de plus de 40% de la production électrique vers différents secteurs productifs.

Lire page 2



Ph/E. Soraya/J. A.

Les 3 et 4 décembre 2018 à Alger

## Sommet international sur l'économie de l'après-pétrole

Page 5

Mémoire du luthiste virtuose

## Béchar : inauguration d'une stèle en hommage à Alla

Page 13

Exclusif

Entretien avec Mohamed Arkab, P-DG de Sonelgaz

# «Nos créances envers les entreprises assainies d'ici fin juin»

■ Dans cette interview accordée au «*Journal d'Algérie*», Mohamed Arkab, P-DG de la Sonelgaz, revient en toute transparence sur de nombreux aspects relatifs au développement de son groupe. Avec un franc-parler, il explique comment donner le cap à son groupe vers une entreprise économique équilibrée en sortant de l'état de la consommation vers des investissements à valeur ajoutée, à travers l'orientation de plus de 40% de la production électrique vers différents secteurs productifs.

Entretien réalisé par Lynda Naili

**Le Jour d'Algérie :** Suite à la décision du gouvernement d'assainir les dettes de Sonelgaz, cela va-t-il permettre au groupe de mieux poursuivre ses investissements ?

**Mohamed Arkab :**

Absolument, la décision des pouvoirs publics d'intégrer les mécanismes du financement non conventionnel dans la loi sur la monnaie et le crédit a permis à la BNA de récupérer une grande partie de ses créances détenues sur Sonelgaz, rachetées par le Trésor public, au titre des crédits long terme couvrant la réalisation des projets d'investissement des infrastructures énergétiques de production, de transport et de distribution de l'électricité et du gaz naturel.

En effet, les crédits long terme octroyés par la BNA couvrent le financement de la réalisation dont celui de la production de 8 000 mégawatts d'énergie électrique à travers la construction de huit centrales électriques, celle de plus de 10 000 km de réseaux électriques de haute et très haute tension, ainsi qu'un nombre important de postes de transformation d'électricité, des gazoducs et des ouvrages d'extension et de renforcement des réseaux électriques et gaziers de la distribution. Tous ces projets sont financés par la BNA à travers des crédits à long terme.

**Beaucoup d'entreprises sous-traitent avec votre groupe se plaignent de ne pas avoir été payées pour les travaux réalisés au profit de Sonelgaz. Le seront-elles grâce à cette décision ?**

Ce qu'il faut savoir est que Sonelgaz gère deux types de projets. Le premier englobe des programmes d'investissements propres à Sonelgaz financés directement par elle à travers un prêt bancaire contracté auprès de la BNA. Le deuxième porte sur des projets qui relèvent du programme de l'Etat consistant en des projets de distribution de gaz et d'électrification rurale dont le financement est supporté à hauteur de 75% par l'Etat et 25% par Sonelgaz. C'est pour ces projets là que nous attendons la mobilisation des fonds par l'Etat, via le ministère des Finances, à travers un contrat ministère de l'Energie-Sonelgaz.

A ce titre, le Trésor public vient de mobiliser la totalité des fonds pour payer les entreprises ayant réalisé les projets portés sur le programme de l'Etat. Ce qui fait que nous avons déjà commencé à payer les entreprises concernées depuis avril dernier jusqu'à assainissement total des états de créances de la Sonelgaz d'ici la fin juin.

**Où en est la Sonelgaz dans le recouvrement des créances de consommation auprès de ses clients publics et privés ?**

Les recouvrements auprès des clients résidentiels ont enregistré beaucoup d'amélioration induite par les efforts consentis en direction de la relation-client, une meilleure proximité, l'ouverture des agences commerciales les samedis ainsi que la possibilité d'échelonnement des montants à payer. Ne faisant que le recouvrement des créances (auprès des clients résidentiels) qui est de 77,5 milliards de dinars a connu une progression de 27% selon le bilan du premier trimestre 2018.

**Pour ce qui est du reste de la clientèle (entreprises et administrations), depuis l'instruction du Premier ministre en décembre 2017, elles ont commencé à répondre dans ce sens.**

Cependant, il reste beaucoup à faire pour recouvrer les créances détenues par les administrations, car dans l'esprit des gestionnaires, la Sonelgaz étant une entreprise étatique, son paiement peut donc attendre. (Parce qu'en tant qu'entreprise publique, elle intègre les aspects de service public...).

Or, la Sonelgaz est certes propriétaire de l'Etat, mais elle est aussi une société économique qui doit chercher et protéger ses revenus par le recouvrement des créances, la réduction des taux de pertes et par la protection de l'énergie et par là même, réaliser des bénéfices qui nous permettront de financer les investissements énergétiques importants et améliorer nos prestations de service au profit de notre clientèle. La Sonelgaz doit vivre de ses ressources.

**Une police de l'énergie a été annoncée pour 2018. Qu'en est-il concrètement ?**

En fait, ce n'est pas une police mais une structure de contrôle et de proximité dont la mission principale est d'aller vers les

clients, leur expliquer comment mieux consommer, comment avec des gestes simples réduire la facture. Elle s'assure également des branchements et des installations intérieurs électricité/gaz afin de sécuriser les foyers. Ce qui permet aux agents de déceler les branchements et autres pratiques illicites. Elle est opérationnelle sur les 48 wilayas

En effet, le prix de l'électricité étant ce qu'il est, il n'encourage pas l'économie d'énergie, le client ne fait pas attention à sa consommation, mais au bout de la chaîne le comportement des 10 millions de clients pour la Sonelgaz, ce sont des infrastructures énormes à rendre disponibles afin de répondre à la demande, or nous n'avons pas les ressources nécessaires pour leur réalisation.

C'est pourquoi, notre priorité est d'avoir des investissements équilibrés par rapport à nos revenus et aux prix actuels de l'électricité. Une équation que nous pouvons résoudre en consommant utile ce qui fera que Sonelgaz retrouve son équilibre et oriente plus de 40% de la production électrique vers des investissements à valeur ajoutée dans divers secteurs.

**Quelle est l'estimation financière actuelle du vol de l'électricité ?**

Les chiffres du bilan du premier trimestre 2018 donnent un taux global de 14,8% de pertes y compris les pertes techniques, soit 14 milliards de dinars.

**La Sonelgaz a fait part de son intention d'exporter l'énergie électrique. Où en est cette opération ?**

La Sonelgaz veut aller vers deux types d'exportation, celle de l'électricité et celle de nos services études et réalisations. La première figure parmi nos axes stratégiques. C'est ainsi que nous avons commencé à travailler avec la Tunisie, le Maroc et récemment la Libye. Avec l'achèvement de l'interconnexion du réseau électrique de 400 kV entre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, pays avec lesquels nous avons des contrats d'échanges. Pour l'instant, nous vendons des quantités de l'ordre de 150 MW que nous envisageons d'augmenter à partir de cette année. Pour ce qui est de la Libye, qui est très loin du réseau d'interconnexion, nous sommes en discussion pour examiner les meilleures voies et moyens pour concrétiser des échanges



Ph/E. Soraya/J.A.

d'électricité avec ce pays (soit via la Tunisie ou directement à travers la région frontalière de Debdeb).

Le deuxième volet consiste en des prestations clés en main commençant par les études, la réalisation jusqu'à la mise en service des installations. Nous avons l'un des plus grands réseaux électriques au niveau africain dont 29 000 km de réseau haute tension, la technologie et les équipements fabriqués en Algérie et la compétence nationale. C'est un travail réalisé en partenariat entre les filiales du groupe Sonelgaz et entreprises algériennes du domaine. Nous avons lancé une étude dans ce sens pour faire un business gagnant-gagnant dans les régions subsahariennes. Actuellement, nous cibons des marchés tels que le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Mali, le Niger. Nous sommes également prêts à réaliser des études de faisabilité et par la suite chercher le business dans l'étude de détail qui est notre métier.

**Compte tenu des expériences précédentes, Sonelgaz pourra-t-elle assurer cette année un été sans coupures ?**

Depuis la fin de l'été dernier, nous avons travaillé au détail près sur les maillons faibles que nous avons éliminés. Nous avons conforté notre capacité de production, dans le sens où nos prévisions pour cette année sont de 15 700 mégawatts contre 14 000 mégawatts l'année der-

nière. Toutefois, nous allons mettre à disposition plus de 18 000 mégawatts. La différence est une marge réserve pour prévoir des éventuels arrêts de turbines ou encore comme l'année dernière des arrêts de transit causés par les incendies. En outre, nous avons également travaillé sur le réseau, la transformation et sur la distribution, nous avons multiplié les brigades d'intervention pour minimiser les taux de coupures. Faisant que d'une manière absolue, je dirai que oui, nous avons préparé les conditions pour avoir un été sans perturbations, sans délestage, sans coupures volontaires. Cela reste bien entendu tributaire de l'environnement du réseau et particulièrement celui de la distribution souvent perturbé par des agressions.

**Pouvez-vous nous faire part de vos nouveaux projets...**

Nous allons passer aux compteurs numériques pour offrir plusieurs services aux clients, permettre une rationalisation de la consommation de l'énergie, et parallèlement rendre impossible toute tentative de fraude. Sur le plan industriel, nous ambitionnons de généraliser le cycle combiné dans les centrales d'électricité pour produire 30% de l'électricité à travers la récupération des gaz brûlés. Enfin, un projet sur l'interconnexion du réseau haute tension dans le Sud du pays pour renforcer le réseau dans cette région.



Les prix des ingrédients hors de portée

# Recette salée pour les gâteaux de l'Aïd

■ Le mois de ramadhan nous fait vivre ses derniers instants et l'on se prépare, dans chaque foyer, à accueillir la fête de l'Aïd el Fitr. Après les emplettes des vêtements, place aux préparatifs et à l'achat de gâteaux.



Par Meriem Benchaouia

Ces derniers jours, les magasins spécialisés dans la vente des ingrédients de gâteaux connaissent une grande affluente. Certains d'entre eux sont carrément pris d'assaut par les clients, notamment les mères de famille. C'est le business juteux des pâtisseries et des vendeurs de fruits secs, qui n'y vont pas avec le dos de la cuillère et saignent à blanc les consommateurs, ruinés par les dépenses. La flambée des prix ne semble épargner aucun produit alimentaire en ce mois de carême. Pour les commerçants ces ultimes journées du mois sacré représentent une réelle opportunité pour faire un autre profit. Durant cette période, les achats des divers ingrédients nécessaires à

la confection des gâteaux s'accroissent. Les barons du commerce n'hésitent pas à jouer des prix à leur gré. Ils ne se soucient jamais du pouvoir d'achat des citoyens. Fête de gourmandises par excellence, les gâteaux seront confectionnés avec modération vu l'augmentation continue des ingrédients. Une virée chez les différents grossistes et magasins fait constater une hausse des prix des ingrédients. Cette flambée occasionnelle qui est toujours au rendez-vous a fait que plusieurs familles prennent leurs précautions et font leurs achats bien avant le ramadhan. Ceux qui vont leurs courses à la veille de la fête payeront beaucoup de dinars en plus. Pour le produit prisé des petites et moyennes bourses, comme les cacahuètes, ses tarifs oscillent entre 330 et 350

DA. Si ce prix paraît une bonne alternative pour remplacer les amandes, les noix, les pistaches qui elles placent la barre beaucoup plus haut, pour les familles il s'agit d'un prix excessif. «Il y a quelques années, j'achetais les cacahuètes à 130 DA, voilà que les prix doublent d'année en année. Je ne comprends pas s'il existe une politique d'étude des prix dans ce pays. Il n'est pas normal que les prix d'un produit abondant doublent comme ça d'autant que le Smig, lui, reste immobile», raconte une femme au foyer qui faisait hier ses achats au marché Meissonnier. Même son de cloche auprès d'autres femmes qui étaient au rayon des fruits secs de «luxe», comme elles disent. Plus de 4 500 DA le kg pour les pistaches, les noix sont à 3 500 DA et les amandes entre 2 200 et 2

500 DA. Soit une autre augmentation par rapport aux prix affichés il y a quelques mois.

## Vendus dans des pâtisseries de luxe ou sur les trottoirs

Comme pour le prêt-à-porter, l'Algérien recourt au prêt-à-consommer. Mais celui-ci est-il fiable ? L'hygiène est-elle de rigueur ? La préparation des gâteaux de l'Aïd dans une ambiance bon enfant est visiblement d'une autre époque. Les femmes submergées par le boulot et le ménage à la maison n'ont plus le temps ni l'énergie à consacrer à ce genre d'activité. A quelques jours de l'Aïd, place donc aux pâtisseries mais aussi aux magasins improvisés qui profitent du mois de ramadhan pour fructifier leur commerce. Les conditions d'hygiène ne sont souvent pas respectées. Certains revendeurs installent leurs étals de fortune sales, dans une marmelade de poussières et d'ordures. A Zéralda, un restaurant s'est transformé en pâtisserie juste pour ce mois sacré. Il utilise l'intérieur du magasin pour stocker la marchandise et expose le reste sur des étals à l'extérieur, à même les gaz polluants dégagés par les tuyaux d'échappement des voitures et obstruant en même temps la circulation sur le trottoir. Ce sont des gâteaux à bas prix destinés à des consommateurs moins bien lotis. «Il n'y a pas de secret pour obtenir des gâteaux à bas prix. Les cacahuètes et chutes de pâte servant à confectionner les gâteaux remplacent les amandes. Le miel est remplacé par un sirop de sucre et les dosages des produits sont variables», confie Asma, ancienne employée dans ce genre de pâtisserie. Une autre espèce de commerçants de pâtisserie traditionnelle est apparue ces der-

niers jours : les estafettes ambulantes chargées de gâteaux traditionnels dits «de maison» et d'autres formes de confiseries : baklawas, kaâk, makrouts, gheribias, etc., dont les origines sont douteuses. Il en existe des dizaines à Alger-Centre, comme au marché Meissonnier ou à la rue de Chartres. Ce commerce à la sauvette est nuisible à la santé du citoyen et à l'économie du pays. A quand leur éradication ? Ou faut-il attendre l'arrivée d'une catastrophe sanitaire pour prendre les résolutions qui s'imposent ?

M. B.

## Clôture de la 8<sup>e</sup> édition du concours Annonce des lauréats de «Taj al Qur'an»

LA 8<sup>e</sup> ÉDITION de «Taj al Qur'an» a été clôturée dans la soirée de vendredi au Palais des expositions (Pins Maritimes), à Alger, par l'annonce des lauréats de ce concours, organisé par la Télévision algérienne (la chaîne coranique). La dernière soirée de cette compétition, qui a mis en lice six récitateurs du Coran (3 filles et 3 garçons), a vu la première place revenir, chez les filles, à Ahlam Nehouazi de la wilaya de Sétif et à Abdellah Ben Dada de la wilaya de Laghouat chez les garçons. La deuxième a été décrochée par Souhila Souhaib de M'sila et à Kada Dridi de la wilaya de Mascara, alors que les candidats des wilayas de Sétif et de Ouargla, respectivement Hadjar Bousseffas et Hicham Daoui, se sont adjugés la troisième place. Les premiers lauréats ont remporté un chèque de 250 millions de centimes, une Omra pour deux personnes et un ordinateur portable, alors que pour les deuxièmes il s'agit d'un chèque de 150 millions de centimes, d'une Omra pour deux personnes et d'un ordinateur portable également. Pour les lauréats de la troisième place, ils ont gagné un chèque de 50 millions de centimes, une Omra pour deux personnes et un ordinateur portable. La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aissa, du ministre de la Communication, Djamel Kaouane, du président du Haut conseil islamique, Bouabdallah Ghlamallah et du directeur général de l'ENTV, Tewfik Khelladi. Le prime finale a été marqué par la présence de Cheikh Khalil Kadi de la Zouaia Sidi Yahia Zouaoui (Béjaïa) comme invité d'honneur.

K. L.

Un phénomène qui perdure malgré la cherté de la vie

## Les Algériens achètent trop et gaspillent trop

Chaque année, en dépit des campagnes de sensibilisation, de la cherté de la vie, de la flambée des prix, de la crise... les Algériens achètent et gaspillent trop. En effet, ce fléau qui connaît une tendance moyenne toute l'année prend en revanche des proportions alarmantes durant le mois sacré. Les poubelles publiques n'ont jamais été aussi pleines. Les Algériens se plaignent de la cherté de la vie et des prix des produits alimentaires qui ne cessent d'augmenter de jour en jour, mais paradoxalement cela ne les empêche de dépenser des sommes élevées pour garnir au mieux leur table avec différents aliments qui malheureusement finissent dans la poubelle. Il faut dire qu'il n'y a ni bon sens, ni logique dans de tels comportements, mais il semblerait que cela

soit ancré dans nos coutumes. La majorité de nos interlocuteurs, rencontrés au marché de proximité de Bab El Oued, avouent ne pas manger tous les plats préparés durant le ramadhan et se sentir rassasiés dès les premières cuillères de «chorba». Ils affirment que certains plats qui n'ont pas été mangés finissent souvent à la poubelle. Malgré les prix élevés des différents aliments, les Algériens ne se refusent rien durant le mois sacré. Mohamed, père de trois enfants, nous explique : «J'avais préparé un budget spécial pour le mois sacré, dont plus de 70% a été consommé en alimentation». Et d'ajouter qu'à chaque ramadhan il finit souvent par dépenser plus que son salaire. «J'ai un salaire de 55 000 DA, et chaque mois de ramadhan je me retrouve avec

une dépense qui dépasse les 80 000 DA». Ces dépenses excessives engendrent le gaspillage, un phénomène qui ne semble pas près de disparaître. Pour rappel, selon des chiffres avancés par la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), environ 10 millions de baguettes de pain sont jetées chaque jour dans les poubelles en Algérie durant le mois sacré. Selon Mohamed Abidi, vice-président de cette fédération, ce nombre de baguettes de pain jetées équivaut à 80 millions de DA par jour. «Chaque jour, les Algériens jettent dans les poubelles 10 millions de baguettes de pain, soit l'équivalent de 80 millions de DA par jour», s'est-il indigné. Le gaspillage du pain durant le ramadhan a pris de l'ampleur ces dernières années,

selon la responsable de la communication et du développement à Netcom, Nassima Yakoubi. Selon les derniers chiffres enregistrés par l'ONS, se sont près de 200 000 quintaux de fruits et légumes, de 5 à 10 millions de produits alimentaires, 12 millions de litres de lait et près de 11 millions de baguettes de pain, pour ne citer que ceux-là, qu'on retrouve dans les poubelles. Enfin, la grande question que l'on se pose demeure dans l'aspect chronique de ce phénomène. Quelle est la solution ? Comment faire lorsqu'on est prévenu chaque année et que le même scénario se répète ? La question reste posée plus que jamais du fait qu'aucune réponse, aucune étude, aucun débat sur le gaspillage durant le mois de ramadhan n'a été fait.

Thinhine Khouchi

Bac 2018

# Internet coupé avant chaque épreuve et smartphones interdits

■ Houda-Imane Faraoun : «L'internet sera coupé pendant une heure, au début de chaque épreuve du baccalauréat, pour éviter tout ce qui peut entacher cet examen scolaire».



Par Akli Y.

Plusieurs mesures seront prises cette année pour sécuriser le baccalauréat, prévu du 20 au 25 juin, à travers notamment la coupure de l'internet avant chaque épreuve et l'interdiction au niveau des centres d'examen des téléphones portables et autres tablettes, des outils numériques et objets connectés, afin d'éviter les tentatives de fraude. En effet, la ministre de la Poste, des Télécommunications, Technologies et du Numérique, Houda-Imane Faraoun, a annoncé récemment que «l'internet sera coupé pendant une heure, au début de chaque épreuve du baccalauréat, pour éviter tout ce qui peut entacher cet examen scolaire». L'opération a été définie conjointement par l'entreprise Algérie Télécom et le ministère de l'Education nationale en fonction d'un calendrier de coupure, a indiqué la ministre qui fait état d'une certaine perturbation probable des réseaux sociaux durant la période du baccalauréat, estimant que «les fuites sur les

réseaux sociaux sont infimes, mais l'écho qu'elles reçoivent prend des dimensions énormes». De son côté, le ministère de l'Education nationale reconduira pour cette année les mesures prises durant les précédentes sessions de Bac notamment, depuis le déploiement de l'internet mobile haut débit 3G en 2014 en Algérie, à savoir l'interdiction au niveau des centres d'examen des smartphones et autres tablettes, des outils numériques, objets connectés et écouteurs, a-t-on appris auprès du ministère. Ces mesures concerneront aussi bien les candidats au baccalauréat que les enseignants, les surveillants et le personnel administratif, a-t-on précisé de même source. La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit, a préconisé cette année, pour sa part, d'éviter les visites officielles aux centres d'examen pour l'ouverture des enveloppes contenant les sujets des épreuves pour ne pas déstabiliser les candidats et sécuriser davantage les examens. «Le lancement des examens scolaires nationaux enregistre des visites

officielles aux centres d'examen pour superviser l'ouverture des enveloppes contenant les sujets des épreuves et donner le coup d'envoi, allant parfois jusqu'à l'inspection des classes, ce qui déstabilise les candidats et suscite un climat défavorable à un bon début de l'épreuve», a-t-elle ajouté. Elle a expliqué que de telles situations sont à même «de disperser l'attention du chef de centre, au moment où il a le plus besoin de concentrer toute son attention et sa vigilance sur les sujets conformément aux strictes exigences du guide de gestion du centre des examens». «Face au phénomène d'utilisation de petits objets de technologies de communication pour diffuser les sujets des examens sur les réseaux sociaux, dès les premiers instants suivant leur distribution, ces visites, avec tous leurs dispositifs protocolaires, peuvent constituer une opportunité à ce genre de dépassement», a estimé la première responsable du secteur de l'Education. «Ainsi est-il devenu aujourd'hui extrêmement important d'éviter ces visites pour sécuriser davantage les épreuves

et garantir plus de sérénité et de calme dans les centres d'examen», a-t-elle expliqué, ajoutant que «ceci aidera les candidats à passer les épreuves dans de bonnes conditions, et c'est ce à quoi œuvre l'ensemble des corps participant à l'organisation des examens scolaires nationaux». Pour rappel, l'examen de baccalauréat de 2016 a été entaché par des fuites des sujets à travers les réseaux sociaux constatés avant même le début des épreuves. L'examen de 2017 a été, quant à lui, marqué par la publication de sujets du baccalauréat une quinzaine de minutes après le début de certaines épreuves. En effet, en 2017, en dépit des mesures prises pour sécuriser l'examen du baccalauréat, notamment par un «blocage» des réseaux sociaux, des sujets de cet examen avaient été publiés en ligne après environ un quart d'heure du début des épreuves. M<sup>me</sup> Benghabrit avait affirmé que l'examen du baccalauréat session 2017 s'est déroulé dans de bonnes conditions marquées par la sécurisation des centres d'examen, à travers la prise de

mesures rigoureuses. Il s'agit entre autres de l'élaboration d'un plan adopté par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales afin de sécuriser les centres de déroulement, notamment l'installation de brouilleurs et de caméras de surveillance au niveau des centres d'impression et de conservation des sujets du baccalauréat et l'interdiction d'entrée des véhicules dans les centres de déroulement, outre le refus d'entrée des retardataires et le retrait des téléphones portables et de tout moyen de communication à l'entrée du centre. En 2016, des épreuves partielles du baccalauréat ont été organisées le 19 juin suite à la fuite des sujets de certaines matières lors de l'examen qui s'est déroulé du 29 mai au 2 juin. Il a été décidé durant ces épreuves de couper les réseaux sociaux, notamment Facebook et Twitter, dans le cadre des mesures adoptées par les autorités concernées pour faire face aux fuites de sujets. Un total de 709 448 candidats sont attendus à l'examen du baccalauréat 2018.

A.Y./APS

## Entreprises importatrices

### Délai de renouvellement du registre du commerce jusqu'au 13 juin

Les opérateurs économiques exerçant des activités relevant du secteur de l'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état ont jusqu'au 13 juin courant, comme dernier délai, pour le renouvellement de leurs extraits du registre du commerce, a rappelé samedi le Centre national du registre du commerce (CNRC) dans un communiqué. Pour rappel, le CNRC avait appelé, en décembre 2017, l'ensemble des opérateurs économiques exerçant cette activité à se conformer aux nouvelles dispositions mises en place par un arrêté ministériel publié dans le «Journal officiel» n° 72 de l'année dernière. Ce nouveau

texte du ministère du Commerce a fixé la validité de l'extrait du registre de commerce pour cette catégorie de commerçants à deux années renouvelables. Le CNRC avait ainsi avisé les opérateurs concernés qu'ils disposaient d'un délai de six mois pour se conformer à ce nouveau dispositif. Cet arrêté stipule que «la durée de validité des extraits du registre du commerce, délivrés aux assujettis en vue de l'exercice des activités d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état, est fixée à deux années renouvelables». A l'expiration de cette durée de validité, «le registre du commerce devient sans effet, et la société com-

merciale concernée doit demander sa radiation dans le cas où elle exerce uniquement l'activité de l'importation pour la revente en l'état», note ce texte réglementaire. Toutefois, précise l'arrêté, «la société doit procéder à la modification de son registre du commerce en supprimant l'activité concernée dans le cas où elle exerce plusieurs activités. A défaut, la radiation du registre du commerce est demandée par les services de contrôle habilités». Par ailleurs, au cas où la société commerciale souhaite renouveler son registre du commerce pour l'exercice des activités d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente,

«elle dispose, avant l'expiration de sa durée de validité, d'un délai de quinze jours pour procéder à son renouvellement», explique le même texte. Néanmoins, «les opérations d'importation réalisées pour propre compte par tout opérateur économique dans le cadre de ses activités de production, de transformation et/ou de réalisation, dans la limite de ses propres besoins, ne sont pas soumises aux dispositions de cet arrêté». Il indique, en outre, que la durée de validité du registre du commerce est portée sur l'extrait du registre du commerce dans un emplacement réservé à cet effet.

Fatah B.



Les 3 et 4 décembre 2018 à Alger

# Sommet international sur l'économie de l'après-pétrole

■ L'objectif de ce sommet, selon le FCE, est de faire émerger de nouveaux modèles qui facilitent le passage d'une économie basée sur l'exploitation et l'export de matières premières, à une économie de la transformation, de la production manufacturière et des services.

Par Salem K.

Le sommet international sur l'économie de l'après-pétrole «Next Economy Summit» aura lieu les 3 et 4 décembre 2018 à Alger, a annoncé vendredi le Forum des chefs d'entreprises (FCE) dans un communiqué. Placé sous le haut patronage du président de la République M. Abdelaziz Bouteflika, ce sommet international intervient dans un contexte international marqué par le défi de l'après-pétrole, a ajouté la même source. Il impulsera réflexion, débat et travaux, autour d'une thématique centrale intitulée «Emergence d'un nouveau modèle économique basé sur les services, la transformation et production manufacturière et les nouvelles technologies».

L'objectif de ce sommet, selon le FCE, est de faire émerger de nouveaux modèles qui facilitent le passage d'une économie basée sur l'exploitation et l'export de matières premières, à une économie de la transformation, de la production manufacturière et des services. Cet événement économique conforte la position de l'Algérie, 4<sup>e</sup> économie d'Afrique, en tant que hub africain et méditerranéen d'échanges économiques. Il permettra de mettre en avant l'ambition algérienne au plan économique et valorisera sa production nationale destinée à l'exportation ainsi que les innombrables forces, atouts et opportunités d'investissement qu'offre le secteur économique national.

Plus largement, ce sommet international organisé autour de la problématique de l'après-pétrole, initiera et nourrira la réflexion sur l'économie du futur, impliquant aussi bien les politiques publiques que les dynamiques et stratégies d'entreprises privées. Il verra la participation de nombreux représentants d'Etats et d'instances politico-économiques internationales, de dirigeants d'entreprises et d'organisations patronales, de think-tanks, de start-up et de médias internationaux.

Le programme du sommet offrira l'opportunité aux participants d'échanger à travers des ateliers de travail, des sessions de networking et des panels animés par des experts. En marge des conférences et des ateliers, l'exposition et la présentation de solutions innovantes pour l'après-pétrole permettra aux visiteurs une immersion dans les économies de demain, à travers des démonstrations et des expositions.

Le FCE ambitionne de faire de cet événement une référence sur le sujet des économies émer-



gentes et de la transition économique. Ce sommet international

sera clôturé par un appel à contribution des participants

pour produire un livre blanc des solutions de l'économie de

demain, conclut le communiqué de FCE.

S. K./APS

## Bilan 2017

### Stabilité de la production des hydrocarbures et hausse de la consommation énergétique

Le secteur de l'énergie a connu une quasi-stabilité de la production des hydrocarbures et une augmentation de la consommation d'énergie en 2017, selon le ministère de l'Energie. Pour la branche hydrocarbures, la production commerciale primaire a été de 164 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), contre 165 millions de TEP en 2016 (-0,8%), indique la revue «Algérie énergie» éditée par ce ministère. La hausse de la production du gaz naturel a partiellement compensé la baisse de production des autres produits, dont celle du pétrole brut induite par l'application de l'accord de réduction de la production de l'Opep. Concernant l'activité de forage d'exploration, elle a connu une baisse de 9% avec 324 km forés, «en ligne avec la priorité d'orienter les efforts vers le développement des gisements afin de booster la production à moyen et long terme». Cela s'est traduit par une hausse substantielle (+17%) du forage de développement qui a permis la complétion de 230 puits en 2017 contre 196 puits en 2016. En termes de renouvellement des réserves, l'effort a donné lieu à 33 découvertes d'hydrocarbures réalisées toutes par Sonatrach seule. Il s'agit de vingt découvertes d'huile et de treize de gaz à condensat et/ou d'huile. S'agissant de l'activité transfor-

mation, la production des produits raffinés a baissé à 28,5 millions de tonnes en 2017, contre 29,1 millions de tonnes en 2016 (-2,1%), due à l'arrêt pour maintenance des unités de reforming des raffineries de Skikda, Hassi Messaoud et Adrar. En matière de liquéfaction, la production de GNL a grimpé à 27 millions de m3 en 2017 contre 25,5 millions de m3 en 2016 (+6%). Cependant, la production nationale de gaz de pétrole liquéfié (GPL) a diminué de près de 2% pour s'établir à 9 millions de tonnes. Pour la production pétrochimique, elle a connu une forte baisse de l'ordre de 30% en s'établissant à 2,7 millions de tonnes, suite à la chute de la production d'urée (-35%) et d'ammoniac (-30%). Par ailleurs, la branche électricité et distribution de gaz naturel a poursuivi son développement durant l'année 2017, avec la réception de nouvelles centrales électriques et l'extension des réseaux d'électricité et de gaz. Les capacités additionnelles de ces nouvelles centrales ont porté la puissance totale installée à 19 500 MW en 2017 contre 18 971 MW en 2016 (+2,6%). En matière d'accès à l'énergie, le nombre d'abonnés a été de 9,2 millions pour l'électricité et de 5,3 millions pour le gaz naturel. Ce qui dénote une croissance de 4% pour l'électricité et de 7% pour le gaz par rapport à 2016,

portant les taux de raccordement à plus de 99% pour l'électricité et de 57% pour le gaz naturel.

#### Hausse de la consommation énergétique

La consommation nationale d'énergie a enregistré une hausse modérée de 1,5% en 2017 pour atteindre 57 millions de TEP, tirée essentiellement par la consommation de gaz naturel, alors que celle des produits pétroliers a baissé. L'année 2017 a ainsi constitué la deuxième année consécutive où la demande des produits pétroliers sur le marché national a connu une baisse suite au relèvement des prix des carburants. Pour l'électricité, la consommation a connu une hausse de 10% comparativement à l'année 2016, pour se situer à 60 GW. Elle a été tirée par la demande des clients de la haute tension avec une hausse de 20%. La demande a enregistré des pics en termes de puissance maximale appelée (PMA) durant la saison estivale de 2017 en atteignant un pic de 14,2 GW, en forte hausse (+11%) par rapport à la pointe de l'été 2016 qui fut de 12,8 GW. Concernant le gaz naturel, la consommation nationale a atteint 40,4 milliards m<sup>3</sup> en 2017 (+2,8% par rapport à 2016). S'agissant du volume global des exportations des hydrocarbures, il a atteint 109 millions

TEP en 2017 contre 111 millions TEP en 2016 (-2,3%). Toutefois, la valeur de ces exportations a fortement augmenté pour atteindre 33,2 milliards de dollars en 2017 contre 27,9 milliards de dollars en 2016 (+19,2%). Cette augmentation de la valeur des exportations, en dépit de la baisse du volume exporté, s'explique par la hausse importante des prix de pétrole. En effet, le prix du pétrole brut exporté a atteint une moyenne de 53,9 dollars/baril en 2017, contre 44,85 dollars/baril en 2016, reflétant un gain de plus de 9 dollars/baril. Concernant les exportations hors-hydrocarbures du secteur, elles ont baissé de 19,2% à 568 millions de dollars (62,9 milliards DA) en 2017, suite à la chute des exportations des produits pétrochimiques. En matière d'importation, le secteur a importé 3,6 millions de tonnes de produits pétroliers en 2017, en baisse de 5% en termes de volume, en raison de la baisse des importations de gas-oil (-3,1%) et d'essence (-3,4%). Mais en termes de valeur, ces importations ont haussé de 16% en s'établissant à 1,8 milliard de dollars, en ligne avec l'augmentation des prix sur le marché international. Concernant les investissements, le secteur de l'énergie a mobilisé un montant global de 11,6 milliards dollars, en baisse de 7%.

Farida C.

Durant le ramadhan

# Le marché El Rahba de Batna, cœur battant de la ville

■ Par son habituelle effervescence et la diversité des produits proposés, le pittoresque marché El Rahba de Batna se transforme, le temps du mois béni du ramadhan, en cœur battant de la capitale des Aurès.

Par Mahi T.

Il faut dire qu'en raison du grand nombre de personnes qui fréquentent cet endroit en cette période de l'année, celui qui s'y rend doit bien souvent jouer au coude-à-coude pour pouvoir se déplacer entre les allées du marché et faire le tour de ses petits magasins à la devanture hautement soignée, ornée par les meilleures variétés de dattes, de fruits à coque et autres plantes aromatiques mais également par des produits de l'artisanat tels que des ustensiles de cuisine en terre cuite ou en bois.

Ce marché mythique qui doit sa popularité à la qualité et à la diversité de ses épices demeure en pareille occasion le lieu de prédilection des clients les plus exigeants et des fins gourmets de toute la région de Batna qui y trouvent tout ce dont ils ont besoin pour préparer les plats spécial ramadan, dira Amar Sersar, l'un des plus anciens commerçants de ce lieu.

Pour lui, une virée dans ce marché est «un besoin vital» pour tous les nostalgiques de la

vieille ville de Batna.

«Pour ces gens-là, c'est le symbole d'une époque et d'un art de vivre malheureusement révolu», a-t-il lâché dans un soupir.

Malgré le pullulement de nouveaux points de commerce, plus modernes dans d'autres quartiers, El Rahba, comme l'explique si bien le jeune vendeur Redha Mahdjoub, a su préserver toute sa notoriété auprès des mères de familles qui ne badinent aucunement quand il s'agit de faire des emplettes durant le mois du ramadhan, où il est question de s'approvisionner en condiments en frik (blé vert tendre concassé), aliment incontournable pour la préparation de la soupe du ftour.

## Premier marché fréquenté par les femmes batnéennes

Le marché d'El Rahba peut se targuer d'être le premier marché de la ville à avoir été fréquenté par la femme batnéenne, dans cette ville où les marchés furent pendant très longtemps uniquement réservés aux hommes.

Aujourd'hui âgée de 85 ans, El hadja Hadouda, née Hecinet, se souvient qu'au départ, les riches riverains du centre-ville de Batna amenaient leurs épouses pour qu'elles choisissent les meilleurs produits en prévision des repas de fêtes, puis avec le



temps cet endroit est progressivement devenu un marché destiné exclusivement pour les femmes, affirmant qu'il est à présent surprenant de voir que l'unique présence masculine dans ce marché se limite à celle des vendeurs.

«Ici on ne rentre jamais les mains vides à la maison, on trouve de tout et on peut même recevoir des conseils de cuisine», reprend M<sup>me</sup> Bahi qui arpente le marché en compagnie de sa belle-fille.

La majorité des vendeurs de ce marché détiennent des secrets bien gardés de leur profession et des produits qu'ils proposent, poursuit-elle, avant de souligner qu'il n'est pas rare de

voir une simple transaction ou une demande de conseil faites, en présence d'autres clientes, donner lieu à un forum culinaire aussi spontané qu'incontrôlable.

## El Rahba, un marché chargé d'histoire

Ca serait faire offense aux habitants de Batna que de qualifier El Rahba de simple marché. Cet édifice qui fut construit au XIX<sup>e</sup> siècle parmi le premier noyau de la ville est le témoin de l'histoire de toute la région.

Situé au centre-ville de Batna, à seulement quelques mètres du théâtre régional, ce marché compte aujourd'hui 46 locaux commerciaux desservis par des

couloirs étroits compliquant tout déplacement à l'intérieur de la construction. Cependant, une fois en son sein, le passant se retrouve vite hypnotisé par le décor et les senteurs des produits proposés ce explique pourquoi il n'en rentre jamais bredouille.

Bien qu'il fut fermé en 2011 en raison de travaux de réhabilitation et de réaménagement pendant plus de deux ans, ce marché n'a jamais perdu sa clientèle car, comme l'a si bien dit el Hadja El Zahoua, «El Rahba ce n'est pas seulement un simple lieu de commerce, c'est le cœur battant de Batna».

M. T.

Batna/Réseau de gaz naturel

## Financement supplémentaire pour raccorder la commune d'Ouled Aouf

UN FINANCEMENT supplémentaire estimé à 25 millions de dinars a été alloué sur budget de la wilaya pour le raccordement de la commune d'Ouled Aouf (Batna) au réseau de gaz naturel, a indiqué le chef de l'exécutif local, Abdelkhalek Sayouda

Le même responsable a précisé jeudi à l'APS, à l'issue de sa visite d'inspection, consacrée aux communes d'Ouled Aouf et Maafa, relevant de la daïra d'Aïn Touta que l'enveloppe financière mobilisée sera réservée pour dévier les conduites de gaz vers la commune enclavée d'Ouled Aouf. Avec ce nouveau projet lancé, Ouled Aouf devient la 60<sup>ème</sup> collectivité locale sur les 61 communes de la capitale des Aurès à bénéficier du gaz naturel, a souligné le chef de l'exécutif local rappelant qu'actuellement seule la commune de Larbaâ n'est pas encore raccordée.

M. Sayouda a expliqué que Larbaâ connaît «une situation particulière», suite au non-retour des habitants de cette commune à leur région d'origine, désertée au cours de la décennie noire.

L. M.

Ramadhan au plateau de Lalla Setti (Tlemcen)

## Un site animé de jour comme de nuit

Le site touristique du plateau de «Lalla Setti», surplombant la ville de Tlemcen, est devenu, en cette période de ramadhan, un site de prédilection pour les Tlemceniens devant son attrait incomparable.

Culminant à 800 m d'altitude, cet endroit est visité, durant toute la journée, par de nombreux citoyens, venus non seulement passer le temps en cette période de jeûne, mais aussi pour admirer ses paysages d'une beauté inouïe et contempler la ville de Tlemcen située en aval. C'est surtout le calme et l'air frais du site qui attirent ces citoyens en quête de détente et de moment végétariante.

La beauté féérique de ce site a été davantage mise en valeur, cette année, après les chutes de neige et de pluies enregistrées, ces derniers mois, à Tlemcen, offrant au regard un aspect de verdure indescriptible à la forêt voisine de «Zarifet», en cette période d'été aux allures printanières où les couleurs se mélangent avec le rouge foncé des cerises, qui font la réputation de la région.

Rencontrés sur place, de nombreux citoyens ont relevé l'importance de ce site et des paysages naturels de cette partie du Parc national de Tlemcen où des travaux d'aménagement ont été effectués, ces dernières années, par les services de wilaya, rendant les lieux plus attractifs.

En dépit de la suspension, pour raison de réhabilitation, du téléphérique reliant la ville au plateau de Lalla Setti, des centaines de

personnes continuent de s'y rendre en nombre.

## Metloue, cerises et ...jogging

Durant les après-midi, c'est un ballet incessant de véhicules dont les propriétaires et les passagers font une halte pour s'approvisionner en «metloue», ce pain très prisé pour accompagner la traditionnelle «h'rirra» ou soupe d'entrée pour la rupture du jeûne.

Cet attrait et forte demande ont fait de ce pain traditionnel une source de revenus pour les habitants du plateau où devant toutes les maisons, une table est dressée pour mettre en valeur les différentes sortes de pain.

Cette activité a beaucoup aidé la population locale, composée essentiellement de fellahs, dans l'amélioration de leurs budgets familiaux, relève-t-on dans la localité de Attar où de nombreuses maisons ont été construites et disposant d'un espace pour la cuisson de pains traditionnels.

Cette période de fin mai-début juin est, également, propice pour l'apparition des premières cueillettes de cerises de ce site et qui, en dépit de la cherté de leur prix de vente pour les primeurs, sont achetées par les jeuneurs.

Cette année, le prix d'un kilo de cerises était proposé à 1 000 DA, avant que ce prix ne chute pour atteindre en moyenne entre 600 et 700 DA.

L'endroit élevé du site fait de la cerise de

Attar un fruit très mûr, a indiqué un fellah, précisant, qu'au fur et à mesure que l'on se dirige vers le barrage d'El Mefrouche, situé à 1 200 mètres d'altitude, les récoltes se font plus tardives, le fruit mûrissant tout doucement.

En fin d'après-midi, de nombreux sportifs, tous âges confondus, se dirigent vers la forêt de Zarifet pour faire du jogging sinon une marche comme à leur habitude, profitant de l'air pur de l'endroit, donnant lieu à des incessants aller-retour de randonneurs au niveau des différentes pistes de course ou de marche aménagées par les services des forêts de la wilaya de Tlemcen.

Après la rupture du jeûne et les prières surrogatoires, une même affluente de visiteurs est constatée. De nombreuses familles préfèrent s'irouter leur thé ou café, accompagné de «zlabia», de «chamia» et autres gâteaux traditionnels connus chez les habitants de Lalla Setti, où des tables sont aménagées. Certaines familles, notamment durant le week-end, rompent le jeûne in situ, ramenant leurs «ftour» complets avec eux.

Avec la remise en marche du téléphérique, prévue en août prochain, le plateau de Lalla Setti connaîtra une véritable affluente de touristes qui, en moins de dix minutes, peuvent joindre à partir du Grand bassin ou «Sahrij M'bedda», ce site où, durant la saison estivale, l'activité se poursuit jusqu'à des heures tardives de la nuit.

Yacine B.





Libye

# L'Onu sanctionne six chefs de réseaux de trafiquants de migrants

■ Les sanctions (gel de comptes bancaires, interdiction de voyager) visent deux Erythréens, Ermias Ghermay et Fitiwi Abdelrazak, ainsi que quatre Libyens, Ahmad Oumar al-Dabbashi, Musab Abu-Qarin, Mohammed Kachlaf et Abd al Rahman al-Milad, chef d'une unité de garde-côtes.

Par Mondji Y.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a sanctionné six chefs de réseaux de trafiquants de migrants actifs en Libye, selon des sources diplomatiques, citées par des médias.

Les sanctions – gel de comptes bancaires, interdiction de voyager – visent deux Erythréens, Ermias Ghermay et Fitiwi Abdelrazak, ainsi que quatre Libyens, Ahmad Oumar al-Dabbashi, Musab Abu-Qarin, Mohammed Kachlaf et Abd al Rahman al-Milad, le chef d'une unité de garde-côtes, a-t-on précisé.

Cette décision a été retardée un mois par la Russie qui avait réclamé des précisions sur les personnes concernées et le bien-fondé d'un tel processus.

Moscou «a levé ses réserves sur la proposition des Pays-Bas d'inscrire six individus sur une liste de personnes sanctionnées», a indiqué jeudi un diplomate. «Les sanctions s'appliquent immédiatement», a-t-il précisé.

«C'est la première fois que le Conseil de sécurité impose des sanctions contre des dirigeants de réseaux violents de trafics d'êtres humains», ont souligné les Pays-Bas dans un communiqué.

«Les Pays-Bas ont voulu utiliser leur siège (de non-permanent) au Conseil de sécurité pour améliorer la vie des réfugiés et des migrants en Libye et les empêcher d'entreprendre un voyage dangereux à travers la Méditerranée», a expliqué le chef de la diplomatie néerlandaise, Stef Blok, cité dans le communiqué.

«Cette initiative néerlandaise envoie un message clair. Nous luttons contre la traite des êtres humains en Libye», a-t-il fait valoir, soulignant que la décision



du Conseil de sécurité avait le soutien de tous ses membres, de plusieurs pays africains et des autorités libyennes.

Ces dernières «savent que ces réseaux criminels déstabilisent sérieusement le pays», a précisé Stef Blok, pour qui l'appui de la Libye et des pays de la région est essentiel.

Le 8 mai dernier, la Russie avait suspendu le processus de sanctions en demandant des précisions sur les personnes concernées et le bien fondé d'un tel processus, réclamant notamment un partage des «preuves

abondantes», évoquées dans des documents de l'ONU, venant de «sources de confiance» et qui accusaient ces six individus.

Moscou avait aussi noté que ces documents parlaient de réseaux «s'étendant à plusieurs pays européens et aux Etats-Unis», s'interrogeant sur la pertinence de sanctionner six individus africains sans remonter plus avant dans ces réseaux.

«Les sanctions d'aujourd'hui envoient un message clair sur l'unité de la communauté internationale (autour du fait de) chercher à sanctionner les auteurs et

réseaux de trafics d'êtres humains», a indiqué l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. «Il n'y a pas de place dans notre monde pour de telles atteintes aux droits de l'Homme et à la dignité humaine», a-t-elle ajouté. «L'automne dernier, des images de migrants vendus comme esclaves en Libye ont choqué nos consciences et le Conseil de sécurité s'était engagé à entrer en action», a-t-elle relevé dans un communiqué.

Fin 2017, un documentaire choc de la chaîne CNN montrant des migrants africains vendus

comme des esclaves avait provoqué l'indignation internationale.

En mars dernier, la justice libyenne avait annoncé l'émission de plus de 200 mandats d'arrêt contre des trafiquants libyens et étrangers impliqués dans un réseau d'immigration clandestine vers l'Europe.

Dans un document confidentiel remis début février au Conseil de sécurité, des experts de l'ONU avaient estimé que le trafic d'êtres humains était en augmentation en Libye.

M. Y./APS

Pour ses opérations de sauvetage

## SOS Méditerranée en appelle aux citoyens européens

L'ONG SOS Méditerranée, qui mène des opérations de sauvetage de migrants en détresse en pleine mer, a lancé vendredi un appel aux citoyens européens pour pouvoir poursuivre ses opérations face «à une situation qui se dégrade» depuis trois ans. «Aidez-nous à secourir les personnes en

détresse en mer, à les traiter avec dignité. Refusez que le prix des politiques européennes soit le sacrifice de la vie de milliers de personnes», a déclaré l'écrivain français Daniel Pennac, lisant un appel rédigé par SOS Méditerranée au cours d'une conférence de presse. «N'acceptez pas qu'en votre nom

les Etats de l'Union européenne financent et équipent les gardes-côtes libyens, dans le seul but d'intercepter en mer et de renvoyer des milliers de personnes vers l'enfer qu'elles cherchent désespérément à fuir», a-t-il poursuivi pendant ce point de presse à Marseille (sud-est), d'où est parti il y a trois ans

«l'Aquarius», le navire de sauvetage de l'ONG. En 28 mois de mer, l'Aquarius a sauvé 28 689 personnes, essentiellement originaires d'Afrique et voyageant souvent sur des bateaux de fortune. Bras de fer à répétition avec les gardes-côtes libyens jusque dans les eaux internationales, «criminalisation» des ONG: les conditions dans lesquelles SOS Méditerranée exerce ses activités sont de plus en plus compliquées, ont expliqué les dirigeants de cette association fondée il y a trois ans. L'Aquarius est le principal navire ambulance humanitaire qui opère en Méditerranée, en conformité avec le droit maritime international qui oblige à porter secours à toute personne en détresse et à la conduire jusqu'à un port sûr. Il peut accueillir 500 personnes, en coordination avec les autorités, et emmène en Italie les migrants ainsi sauvés.

L'immense majorité des migrants sauvés par l'Aquarius ont raconté avoir subi mauvais traitements et sévices à leur passage par la Libye, selon l'association, financée à plus de 90% par des dons privés. Yanis G.

Tunisie/Caméra cachée «Shalom»

## La justice décide en référé la suspension de la diffusion

La chambre des référés près le tribunal de première instance de Tunis a décidé jeudi de stopper la diffusion de la série de caméra cachée «Shalom» sur la chaîne de télévision privée «Carthage+» et sa rediffusion sur son site électronique.

«Elle a également décidé de retirer les épisodes de cette série déjà diffusés du paysage audiovisuel», a déclaré vendredi à l'agence TAP le porte-parole du tribunal de première instance de Tunisie, Sofiene Selliti.

La décision rendue par le tribunal de première instance de Tunis intervient sur fond d'une affaire en référé intentée par

l'Instance nationale de soutien à la résistance arabe et de lutte contre la normalisation et le sionisme.

La chambre des référés près le Tribunal de première instance de Tunis avait décidé le 28 mai 2018 de suspendre la diffusion de la caméra cachée «Shalom», sur la chaîne de télévision privée «Tounesna», sur fond d'une affaire judiciaire intentée par le Courant populaire contre cette série.

Selon le Courant populaire, l'émission s'apparente à une forme de normalisation avec l'ennemi sioniste et la réaction de certains invités a constitué une

atteinte à la souveraineté nationale et une grave violation de la sécurité nationale et des dispositions de la Constitution.

La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) avait estimé que la décision judiciaire portant la suspension de la caméra cachée «Shalom» est une ingérence dans les prérogatives exclusives qui lui ont été attribuées.

Il s'agit d'organiser la liberté de la communication audiovisuelle et d'imposer le respect par les autorités, les institutions et les parties intervenantes des règles régissant le secteur.

### Trois jours de vacances à l'occasion de l'Aïd El Fitr

Les fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des institutions publiques à caractère administratif bénéficieront de trois jours de congé (15, 16 et 17 juin 2018), à l'occasion de l'Aïd El-Fitr.

Après l'Aïd El Fitr, le travail dans les administrations publiques reprendra sous le régime de la double séance et se poursuivra jusqu'au premier juillet 2018.

Siham N.



## Afghanistan

# Les talibans acceptent un cessez-le-feu pour la fin du ramadhan

■ Les talibans ont annoncé hier trois jours de cessez-le-feu avec les forces afghanes, pour la fin du ramadhan, une première depuis 2001 qui intervient deux jours après l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral par le président afghan Ashraf Ghani.

Par Rosa C.

Les talibans ont toutefois ajouté, dans un communiqué diffusé via WhatsApp, qu'ils continueraient leurs opérations contre les «forces occupantes» étrangères dans le pays et qu'ils se défendraient «avec virulence» s'ils sont attaqués. C'est la première fois depuis 17 ans et l'intervention d'une coalition internationale menée par les Etats-Unis qui les avait chassés du pouvoir que les talibans décrètent un quelconque cessez-le-feu. «Tous les moujahidines ont pour ordre de cesser les opéra-

tions offensives contre les forces afghanes durant les trois premiers jours de l'Aïd-el-Fitr», qui devrait commencer en fin de semaine prochaine. Mais s'ils «sont attaqués, ils se défendront», ont-ils poursuivi.

Jeudi, le président afghan Ashraf Ghani, dont les offres de paix sont restées jusqu'à présent sans réponse, avait annoncé un cessez-le-feu unilatéral avec les talibans mais pas avec le groupe Etat islamique. Il doit commencer, avait-il précisé, le «27<sup>e</sup> jour du ramadan (mardi) et se poursuivra jusqu'au cinquième jour de l'Aïd-el-Fitr», qui devrait commencer en fin de semaine pro-

chaine, ce qui signifierait qu'il pourrait s'étendre du 12 au 19 juin. Le général américain John Nicholson, commandant des forces de l'OTAN en Afghanistan dont les Américains constituent la majorité, avait également annoncé que celles-ci «honoreront» la trêve, de laquelle était exclue «la lutte antiterroriste».

Ashraf Ghani avait expliqué que son offre, inédite à l'occasion d'une fête religieuse, était consécutive «à la fatwa historique des oulémas afghans», qui ont décrété lundi le terrorisme contraire à l'Islam. Lundi, 3 000 oulémas de tout le pays se sont réunis pour publier une fatwa déclarant les attaques-suicide «haram» (interdites) et recommandant un cessez-le-feu aux belligérants.

Une heure après la publication de cette fatwa, en direct à la télévision, un kamikaze se revendiquant du groupe Etat islamique se faisait exploser à l'entrée de la tente où se tenait l'assemblée des religieux, faisant sept morts.

Fin février, lors d'une conférence régionale, le président Ghani a proposé des pourparlers de paix aux talibans, qui pourraient devenir un parti politique s'ils acceptent un cessez-le-feu et reconnaissent la Constitution de 2004.

Depuis, les intéressés n'ont pas répondu officiellement. Mais ils ont continué les attentats meurtriers, ciblant en priorité les forces de sécurité, police et armée depuis le début du ramadan, tout en continuant de se battre âprement dans les pro-



PH. > D. R.

vinces de Farah (ouest) et Ghazni (centre-est).

Alors que les civils sont en première ligne dans ce conflit qui s'éternise, avec une armée de plus en plus démotivée et qui, à l'exception des forces spéciales, peine à refaire ses rangs, Dewa Niazi, une militante pour les droits des femmes, a posté sur les réseaux sociaux : «longue vie aux talibans».

«Finalement, nous pouvons pousser un profond soupir de soulagement pour ces jours de l'Aïd. J'espère que ces trois jours de cessez-le-feu se transformeront en un cessez-le-feu permanent», a-t-elle ajouté. L'analyste politique afghan Haroon Mir, «très heureux que les talibans aient répondu positivement» à l'offre du président Ghani, a toutefois estimé qu'il était «trop tôt

pour être très optimiste», interrogé par l'AFP. «Nous ne savons pas ce qui se passera les jours précédents ou suivants l'interruption des combats». «Je ne pense pas que le réseau Haqqani sera partant pour un cessez-le-feu», a confié un diplomate étranger à l'AFP, ajoutant qu'il ne serait «pas surpris si des incidents se produisent et qu'ils sont revendiqués par Daesh», l'acronyme arabe de l'EI. Certains responsables afghans et occidentaux soupçonnent l'EI de recevoir de l'aide d'autres groupes insurgés, notamment le réseau Haqqani, pour certains attentats. Le général Nicholson avait affirmé récemment que les insurgés «négocient en secret» avec les autorités afghanes.

R. C.



## Points chauds

### Quinquennat

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que le Parti socialiste français n'a jamais été autant en difficulté et que le président de la République Emmanuel Macron est aujourd'hui en difficulté avec une popularité allant toujours plus bas, son prédécesseur, François Hollande ressort de l'ombre une nouvelle fois et fait le bilan de son mandat. Invité par la Fondation Jean-Jaurès à faire l'inventaire de son quinquennat, l'ex-président a défendu ses années à l'Élysée avec ardeur, et n'a admis que deux erreurs. Ce «retour sur un quinquennat anormal», débute par l'épilogue. Pourquoi, pour la première fois dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, le président de la République ne s'est-il pas présenté à sa propre réélection ? Et de ce fait a-t-il favorisé la victoire d'un «candidat venu de nulle part», selon les propres mots de François Hollande. Il répond en deux mots : «Les divisions». Et si François Hollande reconnaît une erreur dans le domaine économique, il le fait de telle sorte à s'exonérer en grande partie. Il admet ainsi avoir «forcément» sa part de responsabilité. Mais, à l'entendre exposer les uns après les autres ses arguments de défense, celle-ci semble être tout à fait minime. Longuement questionné sur sa politique économique par le spécialiste, et son ancien conseiller, Daniel Cohen, il revendique «la continuité et la cohérence tout au long du quinquennat», du discours du Bourget jusqu'au pacte de responsabilité et le CICE. Et réaffirme le bien-fondé de la politique de l'offre qu'il a menée et qui porte aujourd'hui ses fruits : «On me dit souvent que sur un septennat j'aurais été réélu, pas de chance, c'est un quinquennat», s'est-il gaussé. Et de poursuivre plus sérieusement : «Les 700 000 emplois ne sont pas venus de l'Europe, ni de l'alignement des planètes, mais de la politique que nous avons menée». Sa seconde erreur aura été selon lui surtout une cause de regret pour François Hollande. Comme il l'explique dans son livre, il nourrit des regrets sur une séquence qui a ébranlé la gauche, jusqu'à ses plus proches soutiens : la déchéance de la nationalité, annoncée devant le Parlement réuni en congrès à Versailles après les attentats du 13 novembre 2015. À la différence des jours qui ont suivi les attaques terroristes précédentes, l'ancien chef de l'Etat percevait qu'il n'y avait pas de consensus politique, car «nous étions à quelques mois d'une élection présidentielle». Pour retrouver un sentiment d'unité nationale, il a donc mis en avant «cette mesure qui ne paraissait pas inadaptée» : «À la fin de mon discours, tous se lèvent ! Même les frondeurs !» Entre la droite qui ne souhaitait pas de réforme constitutionnelle et les citoyens français qui se sentaient visés, le président a finalement renoncé quatre mois plus tard, «trop tard». Le bilan qu'aura tiré l'ex-président socialiste de cet épisode mouvementé ? «Ne touchons jamais les lois sur la nationalité». À entendre Hollande, son mandat a été une réussite et son héritage positif, pourtant même ses proches admettent aujourd'hui de nombreux ratés lors de cinq ans de présidence de l'ex-Premier secrétaire du PS, alors que les observateurs plus neutres n'hésitent pas à parler d'un mandat catastrophique. Mais ces distorsions de la réalité sont loin d'être inédites, chaque ancien président et même plus largement chaque élu et responsable politique tentant de justifier leurs erreurs et de s'approprier les réussites de leurs successeurs.

F. M.

## Chine

### Chine, Russie et Iran en sommet sur fond de tensions avec les Etats-Unis

Les chefs d'Etat russe, iranien et chinois se réunissent hier en Chine sur fond de tensions commerciales et diplomatiques avec les Etats-Unis, au moment où le G7 achève au Canada un sommet marqué par de profonds désaccords entre Washington et ses alliés sur les mêmes sujets. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui outre la Chine et la Russie réunit l'Inde, le Pakistan et plusieurs pays d'Asie centrale, entame ce week-end son sommet annuel dans la grande ville côtière de Qingdao. Cette réunion démarre alors que, de l'autre côté du Pacifique, les dirigeants des pays riches du G7 – qui n'est plus le G8 depuis que la Russie a été exclue du club en 2014 – tentaient d'ultimes tractations pour réduire les fractures ouvertes par Donald Trump au sujet des droits de douane et du nucléaire iranien. D'importantes forces de sécurité appuyées par

des blindés quadrillaient hier Qingdao, cité portuaire chinoise connue pour ses collines de pins et villas de style allemand. Les autorités ont évacué commerçants, résidents et touristes de plusieurs quartiers, avant un banquet d'ouverture programmé en soirée, à 11h45 GMT. Aux côtés du président russe Vladimir Poutine et du chef d'Etat chinois Xi Jinping, un invité particulier participe à l'événement: le président iranien Hassan Rohani. Même si la question du nucléaire iranien ne figure par à l'ordre du jour, M. Rohani devrait avoir l'occasion d'évoquer le dossier avec ses homologues. Moscou comme Pékin sont signataires, aux côtés des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, de l'accord de 2015 par lequel Téhéran acceptait de limiter ses activités nucléaires en échange d'un allègement des sanctions internationales. Mais la décision

de Trump de retirer Washington du traité ouvre la porte à de nouvelles sanctions contre l'Iran et les entreprises étrangères présentes dans le pays. Téhéran cherche désormais à s'assurer l'appui des autres signataires – Européens, Russie et notamment la Chine, grande consommatrice de pétrole iranien – afin de maintenir à flot son économie. «L'Iran ne peut pas attendre indéfiniment. Nous avons été un acteur fidèle à nos engagements. Et nous faisons face à une région extrêmement volatile», a affirmé à l'AFP la haute responsable iranienne Masoumeh Ebtekar, lors d'une visite en Lituanie. Face au retrait américain, «les membres de l'OCS pourraient accorder un statut de membre à l'Iran pour lui témoigner leur soutien, et leur attachement à l'accord nucléaire», observe Dawn Murphy, professeur de relations internationales à l'US Air War College.





Mémoire du luthiste virtuose

# Béchar : inauguration d'une stèle en hommage à Alla

■ Une grande stèle artistique représentant un oud (luth) géant, installée sur un rond-point du chef-lieu de wilaya de Béchar, a été inaugurée vendredi, tard dans la soirée, en hommage au grand et virtuose luthiste Abdelaziz Abdellah, plus connu sous le nom artistique de Alla.

Par Hania T.

« L'inauguration de cette stèle artistique est un hommage de la région du vivant de cet artiste, qui a énormément donné à la musique algérienne et à son rayonnement à travers le monde », a indiqué le wali de Béchar, Tewfik Dziri, lors des activités de célébration de la Journée nationale de l'artiste (8 juin).

Ce luthiste, qui vit actuellement à Paris (France), est à l'origine de la musique Foundou, faite d'improvisations sur le luth, mettant en relief une musique apaisante, grâce à sa virtuosité et dextérité dans le jeu de cet instrument à la base de la musique arabe.

La célébration de la Journée nationale de l'artiste a été aussi marquée par un grand récital de musique et chant donné par le tout nouvel orchestre de musique classique algérienne

«Saoura», devant un public très attentif et ce, au niveau de la piscine municipale.

Le wali de Béchar a saisi l'opportunité pour appeler les artistes et les créateurs à renforcer davantage le secteur de la culture pour en faire un véritable outil de développement de la région et lui donner un nouveau souffle grâce aux nombreuses potentialités qu'elle recèle dans le domaine des arts et de la culture en général. Une aide financière de 500 000 DA a été offerte



à cet ensemble d'une douzaine de musiciens et chanteurs pour poursuivre ses activités dans la prise en charge du patrimoine musical et lyrique de la région et aussi dans le but de la promotion et du développement des arts dans la wilaya qui s'apprête à l'ouverture officielle de son ins-

titut régional de formation musicale. M. Dziri a rendu, à l'occasion de cette célébration, un hommage à plusieurs célèbres artistes issus de la wilaya, à l'exemple de la diva du Diwane Hasna El Bacharia.

H. T./APS

Journée nationale de l'artiste

## Entre acquis socioprofessionnels et volonté de vivre de son art

En dépit de la note optimiste qui se dégage du bilan d'activité dressé par le président du Cnal, de nombreux artistes algériens s'accordent à dire que la situation de l'artiste demeure «précaire» malgré «les quelques» acquis socioprofessionnels. C'est ce qui ressort des propos de Bouchaoui M'hamed, musi-

cien membre de l'Orchestre régional d'Alger, qui estime que «tout reste à faire» tant que le statut de l'artiste n'existe toujours pas. Tout en reconnaissant que le musicien professionnel perçoit une rétribution «conséquente», ce violoniste admet que la situation financière est «difficile» pour les musiciens amateurs, qui sont

rarement sollicités. Pour le réalisateur Yahia Mouzahem, par contre, le climat n'est «pas favorable» à la création, malgré la concrétisation de certains acquis notamment l'institution de la carte d'artiste. Relevant un manque de débats et de réflexion autour de l'art, ce producteur et auteur de plusieurs

courts métrages dont «Cheikh Mebrouk» (1998), «Oranges» (2003), la «Cité des vieux» (2009), appelle les professionnels du cinéma à s'unir en association pour mieux défendre leurs «intérêts». Il estime que la création est encouragée à travers le Prix Ali Maâchi, une récompense décernée annuelle-

ment aux créateurs dans tous les domaines artistiques. S'ajoutent, a-t-il enchaîné, les aides à la création accordées aux jeunes cinéastes par le Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographique (Fdatic), un organisme public sous tutelle du ministère de la Culture. Pour le comédien de théâtre Abdelkader Djeriou, c'est bien l'absence d'un marché de l'art en Algérie qui déteint «négligemment» sur le niveau de la création artistique et sur la situation socioprofessionnelle de l'artiste, réduit, selon son expression, à un «simple figurant» remplissant des «rôles». C'est ce qui l'a amené à plaider pour une stratégie «politique» à même de relancer l'activité théâtrale à travers l'élaboration de programmes financés par les fonds publics.

Abia Selles

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

Tahtahat Elfananine, la Pêcherie

Jusqu'au 14 juin :

Des soirées chaabi au bonheur des amoureux de ce style musical.

Théâtre de verdure Sablettes

Jusqu'au 12 juin :

Des soirées musicales organisées par l'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger dans le cadre des veillées du mois sacré.

Salle Galerie d'Arts Aïcha-Haddad (84, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 14 juin :

L'établissement arts et culture de la wilaya d'Alger organise une exposition d'arts plastiques avec l'artiste peintre Saiha Khelifi.

Galerie Espaco (Alger)

Jusqu'au 15 juin :

Exposition collective d'arts plastiques «Octoplasties».

M. K.

L'Institut du monde arabe à Paris

## Le Festival des cinémas arabes pour bientôt

L'Institut du monde arabe (IMA) organise du 28 juin au 8 juillet pour la première fois à Paris le Festival des cinémas arabes afin de mettre en valeur l'évolution du paysage du 7<sup>e</sup> art arabe, a-t-on appris vendredi de

cette institution. Le festival présentera 80 films, entre fictions et documentaires. Le programme concocté s'appuie sur une section compétitive réservée aux longs et courts métrages, fictions et documentaires produits en 2017-2018, a précisé la même source qui indique que deux hommages seront rendus, notamment Jean Chamoun, avec «L'Ombre de la ville» (Liban, fiction, 2000) et Mahmoud Zemmouri avec «De Hollywood à Tamanrasset» (Algérie/France, fiction, 1990). Le festival proposera également un regard sur le cinéma saoudien qui connaît une nouvelle étape depuis 35 ans, après la réouverture officielle d'une salle de cinéma à Ryad, le 18 avril dernier. Les organisateurs du festival ont prévu deux rencontres en présence des professionnels arabes et européens. La première s'articulera autour

des résidences et ateliers d'écriture en Europe et dans le monde arabe et la seconde autour de l'industrie cinématographique palestinienne. Au menu également, un atelier d'écriture de scénarios courts métrages qui est destiné aux porteurs de projets des deux rives de la Méditerranée. Un prix couronnera le meilleur scénario à la fin de l'atelier, a-t-on indiqué, ajoutant qu'un second atelier, «Talents en court/De l'écrit à l'écran», sera dédié aux jeunes autodidactes désireux de découvrir les différentes étapes d'un film. «Le festival, qui aura lieu dans plusieurs salles parisiennes et en banlieue, accordera une séance dédiée au jeune public de 7 à 77 ans. A l'issue de la compétition, un trophée sera remis aux lauréats. A l'image d'un 7<sup>e</sup> art dont la maturité le disputera toujours à la jeunesse, sa conception en a tout

naturellement été confiée à un jeune créateur, Bastian Ogel», a indiqué l'IMA. Plus d'une centaine d'invités (cinéastes, acteurs, producteurs et journalistes en provenance de l'ensemble des pays arabes, mais aussi de France, d'Europe et d'ailleurs), participeront à ce rendez-vous unique du cinéma arabe en Europe, a-t-on ajouté. La présidente d'honneur de cette première édition est l'actrice et réalisatrice palestinienne, Hiam Abbass. Le jury fiction est composé de Faouzi Bensaïdi président, Fatima Al-Banawi, Jacques Bidou, Amine Bouhafa, Mohamed Hefzy, Salim Kechiouche et Véronique Lange.

D'autre part, le jury documentaire regroupera Serge Le Péron, président, Samir Abdallah, Hicham Falah, Marie-José Mondzain et Nadine Naous.

L. B.

Veillées du mois de ramadhan

## Le jardin «Vinyle», un espace artistique à découvrir

Alger connaît de plus en plus d'espaces agréables pour les sorties en soirée, c'est le cas du jardin artistique «Vinyle» qui a ouvert ses portes le 26 mai passé. L'événement «Vinyle by ALC» est organisé par des étudiants âgés de 20 à 22 ans, sponsorisés par l'Algerian Learning Centers et Chic Cake Design. Ces jeunes proposent au public des soirées détendues

et des activités culturelles et artistiques variées dans une ambiance conviviale à des prix abordables.

L'échange et les rencontres culturelles sont l'aspect le plus important de cet événement. Il y aura des soirées «Open Mic» qui donnent l'opportunité à tout artiste algérien de montrer son talent et de se faire découvrir sur scène. Pour participer, il vous

suffit d'envoyer une démo à la page Facebook de Vinyle.

Par ailleurs, des soirées à thème seront animées régulièrement avec du karaoké, des jeux de société à la disposition de tous, domino, cartes mais aussi le jeu des loups-garoux, des concerts d'artistes locaux très talentueux, des Jam sessions et des expositions.



USM Bel-Abbès

## La Mekerra se préparera à Tunis

L'USM BEL-ABBÈS, qui a remporté la coupe d'Algérie après une saison compliquée en championnat de Ligue 1 «Mobilis», effectuera deux stages d'intersaison dont un à Gammarth à Tunis, a-t-on appris vendredi de la direction de cette formation. Avant de se rendre en territoire tunisien, les joueurs de l'USMBA auront d'abord à reprendre l'entraînement le 26 juin en cours, date arrêtée par le nouvel entraîneur de l'équipe, le Tuniso-suisse Moez Bouakez, pour le coup d'envoi de la préparation de la nouvelle saison. La reprise est prévue au niveau du Centre régional de préparation des équipes nationale à Sidi Bel-Abbès où les protégés de Bouakaz s'entraîneront pendant quatre jours, avant de s'attaquer à leur premier regroupement dans le pays, a ajouté la même source, précisant que le lieu de ce stage n'a pas encore été fixé, mais le coach et les dirigeants vont choisir dans les prochains jours entre la ville d'Ain Témouchent et celle de Sétif. En attendant, l'USMBA poursuit son opération de recrutement en prévision de la nouvelle saison en engageant jeudi le gardien de but, Sofiane

Khedairia, dont l'expérience africaine acquise lors des nombreuses participations continentales avec l'ES Sétif devrait aider énormément la formation de la «Mekerra» en Coupe de la Confédération à laquelle elle prendra part lors du prochain exercice, et ce, pour la deuxième fois de l'histoire du club. Khedairia, qui a gardé les bois de la JSM Béjaïa (Ligue 2) lors de la deuxième partie de la saison écoulée, devient la quatrième recrue estivale de l'USMBA après Fateh Achour, le sociétaire du GC Mascara, qui vient de descendre en division nationale, Boualem Masmoudi, le capitaine d'équipe de l'ASM Oran (L 2), et Nabil Aït Fergane (RC Relizane, L2). Parallèlement à cette opération de recrutement qui se poursuit toujours, la direction du club entend régulariser, «au cours de la semaine prochaine», ses joueurs de l'effectif de la saison précédente et éviter par là-même qu'ils recourent à la Chambre de résolution de litiges de la Fédération algérienne de football pour réclamer leur argent et leurs lettres de libération, souligne-t-on de même source.

Finale de la Coupe d'Algérie messieurs de basket-ball

## Le GSP décroche un 5<sup>e</sup> doublé consécutif

LES BASKETTEURS du GS Pétroliers ont remporté pour la 8<sup>e</sup> fois consécutive la Coupe d'Algérie de la discipline, en dominant l'US Sétif sur le score de 75 à 56 (mi-temps : 37-22), en finale de l'édition 2017-2018, disputée dans la nuit de vendredi à samedi à la salle Harcha-Hacène (Alger). Les Pétroliers qui ont reçu le trophée des mains du ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, accompagné du président du Comité olympique et sportif algérien, Mustapha Berraf, décrochent à cette occasion la 19<sup>e</sup> Coupe d'Algérie de l'histoire du club et s'adjugent le doublé Coupe-Championnat pour la 5<sup>e</sup> année consécutive. Dans cette troisième finale consécutive opposant les deux clubs, le Cinq pétrolier a creusé l'écart dès le premier quart et a réussi à maintenir cet avantage jusqu'au coup de sifflet final pour s'imposer avec un écart de 19 points (75-56). Après un début de match marqué par beaucoup de pertes de balles et de maladresse aux tirs, les Pétroliers ont été les premiers à trouver les solutions en attaque en s'appuyant, notamment, sur la star de l'équipe Mohamed Harrat auteur d'un double-double (21 points, 13 points), malgré une expulsion dans le 3<sup>e</sup> quart après deux fautes techniques. En tête de 13 points (21-08) à la fin du premier quart-temps, les joueurs du GSP ont continué à imposer leur rythme sur les Sétifiens en manque de réussite aux tirs extérieurs, 32% à 2 points et seulement 6% à trois

points, ce qui a permis aux Pétroliers d'accentuer leur avance au tableau d'affichage (37-22) à la mi-temps. Au retour des vestiaires, les deux équipes ont musclé leur jeu en pratiquant un basket agressif et haché en défense, ce qui a provoqué beaucoup de fautes, mais tout en maîtrise et bien aidé par la maladresse des joueurs de l'US Sétif, le Cinq du GSP et réussi à maintenir l'écart à la fin du 3<sup>e</sup> quart (52-38). Dans le dernier quart-temps, les Sétifiens sont revenus à huit points (55-47), mais le GSP a pu compter sur l'expérience de ses internationaux Fayçal Belkhdja et Seddik Touati, auteurs de 11 points chacun, pour faire remonter l'écart et sceller la victoire des Pétroliers.

Equipe nationale

## Madjer poussé vers la sortie ?

■ Le sélectionneur national, Rabah Madjer, est tout proche de rendre le tablier ou plutôt de quitter les Verts, surtout après la dernière défaite en match amical face au Portugal sur le score sans appel de (3/0).

Par Mahfoud M.

Même si ce dernier avait déclaré en conférence de presse que son avenir à la tête de l'EN n'est pas à l'ordre du jour, il faut savoir que le bureau fédéral a déjà engagé le débat pour le destituer et une réunion est prévue dans les prochaines heures pour lui signifier sa fin de mission. La série de contreperformances durant les derniers matchs amicaux disputés par la sélection, ainsi que ses propos jugés déplacés lors de la conférence de presse qui avait précédé le match face aux Lusitaniens sont des raisons suffisantes qui inciteraient les responsables de la FAF à lui délivrer le bon de sortie. Il faut savoir que le sélectionneur des Verts avait voulu prendre à témoin les journalistes portugais en leur demandant de répercuter la pression qu'il subit dans son pays. «Trouvez-vous normal qu'on veuille destituer un entraîneur juste parce qu'il a perdu des matchs amicaux et qu'il n'a joué jusqu'à maintenant aucun match officiel ?», avait-il déclaré. Toutefois, ce qui inquiète le plus les responsables de la Fédération ainsi que les puristes de la balle ronde algérienne, c'est le fait que la sélection nationale n'a, désormais, aucune identité, ni aucun fond de jeu. Face au Portugal, les Verts sont



Madjer plus que jamais menacé de limogeage

passés complétement à côté et ne réussissant même pas à enchaîner trois passes consécutives. Le courant ne passe plus aussi entre le coach et ses joueurs, surtout avec cette déclaration de Medjani qui a avoué que l'équipe ne joue désormais plus comme à l'époque de Halilhodzic ou Gourcuff. Seule chose qui

inquiète les dirigeants de la FAF, c'est le fait qu'ils devront indemniser Madjer qui est lié par contrat, même si nous apprenons qu'une clause avait été signée où l'entraîneur national n'aurait droit qu'à remboursement de deux mensualités, soit 800 millions dans son cas.

M. M.

Croatie

## Hilal Soudani meilleur joueur de la saison

L'attaquant international algérien du Dinamo Zagreb, Hilal Soudani, a été élu meilleur joueur du championnat croate de football pour la saison

2017-2018, a annoncé son club ce vendredi sur son site officiel. Le deuxième meilleur buteur en activité de l'équipe nationale (22 buts) a devancé Borna Barisic

(Osijek), Heber Araujo Dos Santos (Rijeka), Lovro Majer (NK), et Zoran Nizic (Hajduk Split). Le joueur algérien avait reçu la même distinction à l'issue de la saison 2013-2014. Soudani (30 ans) a terminé la saison en tête du classement des buteurs avec 17 réalisations, devançant d'un seul but l'attaquant brésilien de Rijeka, Heber Araujo Dos Santos. Il a été retenu également dans de l'équipe-type du championnat pour la saison 2017-2018. Avec son club, le natif de Chlef a remporté cette saison le doublé : Championnat - Coupe de Croatie. Il avait rejoint le Dinamo Zagreb en 2013 en provenance de Vitoria Guimaraes (Div. 1/ Portugal) pour un contrat de quatre ans qu'il a prolongé en 2017 pour trois saisons supplémentaires. Soudani a fait son apparition en cours de jeu (85') jeudi soir lors du match amical disputé face au Portugal à Lisbonne (défaite 3-0).

USM Alger

## Le Bosnien Bazdarevic se rétracte

Le technicien bosnien Mecha Bazdarevic, qui devait diriger la barre technique de l'USM Alger en remplacement de Miloud Hamdi, a décidé de se rétracter, a-t-on appris auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football. L'ancien sélectionneur de l'équipe bosnienne (2014-2017) était même attendu samedi pour finaliser son engagement avec les «Rouge et Noir», comme l'a si bien indiqué mercredi à l'APS le chargé de communication du club algérois, Amine Tirmane. Contre toute attente, Bazdarevic a décidé de faire marche arrière, mettant ainsi les dirigeants usmistes dans l'embarras, à trois

jours de la reprise des entraînements prévue au stade Omar-Hamadi (ex-Bologhine). En attendant la désignation d'un nouvel entraîneur, la reprise sera assurée par l'entraîneur l'entraîneur Mustapha Aksouh. L'USMA était confrontée à un cas similaire en avril dernier, quand elle avait annoncé l'arrivée de l'entraîneur marocain Badou Zaki, avant que ce dernier ne se rétracte. Côté recrutement, l'USMA a assuré jusque-là l'engagement de quatre joueurs : le défenseur rwandais Emyr Bayesenge, le défenseur Mohamed Mezghrani, l'attaquant Ayman Mahious et le défenseur Rayane Hais. Les coéquipiers du

défenseur international Farouk Chafaï effectueront un stage à Tunis du 23 juin au 4 juillet avant d'enchaîner avec un second stage à Nairobi du 7 au 16 juillet, en vue du match en déplacement à Kigali le 18 juillet face aux Rwandais de Rayon Sport en match comptant pour la troisième journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine (CAF). A l'issue de la deuxième journée de compétition, les Usmistes trônent en tête du groupe D avec 4 points devant les Kényans de Gor Mahia (2 pts) et Rayons Sport (2 pts). Les Young Africans de Tanzanie ferment la marche (1 pt).



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Sidi Bel-Abbès

### Saisie de près de 2,5 quintaux de kif

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale de Sidi Bel-Abbès ont opéré sur le tronçon de l'autoroute Est-Ouest, une saisie de 241,5 kilos de kif traité, a-t-on appris samedi de ce corps sécuritaire. Cette opération menée, vendredi, par les éléments de la section de sécurité routière, au niveau de la localité de Sidi Ali Boussidi, a permis l'arrestation de deux narco-trafiquants se trouvant à bord d'un véhicule utilitaire, destiné au transport des produits agricoles. La fouille du véhicule a permis la découverte de cette quantité de drogue. Les services du groupement de la Gendarmerie nationale de Sidi Bel-Abbès ont ouvert une enquête pour élucider les tenants et les aboutissants de

cette affaire, a-t-on précisé de même source.

### Tlemcen : deux narco-trafiquants arrêtés et plus de 240 kg de kif traité saisis

Deux narco-trafiquants ont été arrêtés et plus de 240 kilogrammes de kif traité ont été saisis par un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale, vendredi à Tlemcen, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale. De même, un détachement de l'ANP « a saisi un camion chargé de six tonnes de denrées alimentaires à In Guezzam », note la même source.

L. M.

## Commune de Bir-Benabed (Médéa)

### Le service biométrique détruit dans un incendie

LE SERVICE des documents biométriques de la commune de Bir-Benabed, à 89 km à l'est de Médéa, a été complètement ravagé, vendredi en début de soirée, suite à un incendie, a appris hier l'APS auprès de la Protection civile.

L'incendie, provoqué par un court-circuit électrique, selon les premières constatations de l'enquête, a occasionné des dégâts

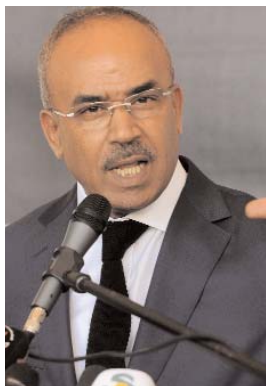
importants au sein de ce service, a indiqué la même source, qui ne fait mention d'aucune victime parmi le personnel de gardiennage qui a donné l'alerte.

Outre la destruction de l'ensemble des équipements qui se trouvaient à l'intérieur de ce service, la Protection civile déplore la perte d'un nombre important de dossiers administratifs en instance de traitement.

K. L.

## Bedoui : renforcer le rôle des commissions de sécurité

### Objectif : faire face à l'exploitation illégale des plages



LE MINISTRE de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui, a appelé samedi à Alger les walis au renforcement du rôle des commissions de sécurité au niveau des wilayas côtières pour faire face à l'exploitation illégale des plages. « Nous exhortons les walis à consolider le rôle des commissions de sécurité dans les wilayas côtières pour faire face aux squatteurs de plages et mettre un

terme à tout dépassement en vue de protéger les droits et acquis des estivants et préserver ces espaces qui sont, par la force de la loi, la propriété des citoyens », a déclaré M. Bedoui à l'ouverture de la rencontre nationale consacrée aux préparatifs de la saison estivale, organisée au siège de son département ministériel en présence des ministres du Tourisme, Abdelkader Benmessaoud, de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab et de la Culture, Azeddine Mihoubi. Le ministre a rappelé que la politique touristique de l'Algérie reposait sur la « garantie de l'accès libre et gratuit aux plages et la liberté totale pour l'estivant d'utiliser ses propres équipements de plage ou de les louer au niveau de ces espaces ». Une exposition a été organisée en marge de la rencontre nationale avec la participation de 10 exposants représentant des institutions étatiques pour mettre en valeur les efforts de l'Etat en faveur d'une meilleure organisation de la saison estivale 2018.

M. L.

## État des lieux de la jeunesse algérienne



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Taxes commerciales/Russie

### Les Européens en front uni face à Trump au G7

■ Le G7, la réunion de sept grandes puissances économiques (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Russie, Royaume-Uni, Italie, Canada) a débuté hier, au Canada, dans un climat de tension. En plus de la demande du président américain à ses six homologues à envisager la réintégration de la Russie, Donald Trump a aussi mis en place des taxes douanières visant l'Union européenne, le Canada et le Mexique. Mais il a également quitté l'accord sur le nucléaire iranien, déclenchant de nouvelles protestations.

Par Louiza Ait Ramdane

La France, l'Italie, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, les quatre pays européens présents au G7, ont clairement refusé le retour au sein de leur groupe de la Russie, écartée en 2014 suite à l'annexion de la Crimée. La demande avait été formulée par le président américain Donald Trump. Le président américain Donald Trump a appelé vendredi ses homologues du G7 à envisager la réintégration de la Russie dans cette instance. « Ils ont expulsé la Russie, ils devraient réintégrer la Russie. Parce que nous devrions avoir la Russie à la table des négociations », a-t-il déclaré dans un tweet avant son départ pour le Canada où il doit participer au sommet du G7 à la Malbaie, Canada. « Que ça vous plaise ou non, ce n'est peut-être pas politiquement correct, mais nous avons un monde à connaître ». La Russie avait été exclue après l'annexion de la Crimée, après 16 ans d'appartenance au groupe. Attendu de pied ferme à La Malbaie par les six autres dirigeants, M. Trump a annoncé qu'il n'entendait aucunement fléchir. « L'Union euro-

péenne nous traite très mal, le Canada, très mal », a-t-il dit à Washington. « Merci de dire au Premier ministre Trudeau et au président Macron qu'ils imposent aux États-Unis des taxes massives et créent des barrières non-tarifaires », a-t-il tweeté. « Quand tout sera remis à plat, nous serons de nouveau amoureux », a ironisé Donald Trump, qui ne verra que MM. Trudeau et Macron en tête-à-tête au cours de son séjour canadien. Cependant, la demande du président américain Donald Trump de faire revenir la Russie au sein du G7 a été froidement accueillie par les pays européens. Les dirigeants Emmanuel Macron, Angela Merkel, Theresa May et Giuseppe Conte, réunis juste avant le début du sommet au Canada à l'initiative du président français, ont convenu que « la position européenne n'est pas un retour de la Russie », selon l'Elysée. Les quatre dirigeants ont rappelé « la vigilance du G7 » face à Moscou, tout en évoquant « la possibilité d'établir un dialogue ». Au lendemain des déclarations du président Trump appelant à réintégrer la Russie dans le G7, le président russe

Vladimir Poutine a évoqué, lors d'une visite en Autriche, la possibilité d'un sommet avec son homologue américain Donald Trump, qui pourrait se tenir à Vienne, a indiqué le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. « Il a été mentionné que Vienne pourrait être la ville pour cela », a déclaré Dmitri Peskov cité par l'agence publique russe Ria Novosti. S'exprimant depuis la Chine où Vladimir Poutine assistait à un sommet régional, Dmitri Peskov a rappelé que lors de leur dernière conversation téléphonique, le 20 mars, les présidents russe et américain avaient déjà évoqué une telle rencontre éventuelle à Vienne. Dmitri Peskov a néanmoins souligné qu'aucun accord n'était conclu et qu'il n'y avait pas de pourparlers concrets en cours. Le dialogue avec Donald Trump « peut être constructif », a estimé pour sa part Vladimir Poutine, lors d'une émission télévisée devant être diffusée samedi et que les agences de presse russes ont cité vendredi soir. La dernière rencontre entre Vladimir Poutine et Donald Trump remonte à novembre 2017, au Vietnam.

L. A. R.